

Alexandra de Hoop Scheffer

Le retrait américain d'Afghanistan marque la fin de l'ère post-11 septembre 2001

La stratégie de « guerre globale contre le terrorisme », menée par les Etats-Unis et leurs alliés depuis 2001, a appauvri leur capacité de réaction aux changements géopolitiques, au profit d'autres puissances, estime la politiste

leur politique étrangère en comptant indéfiniment sur les moyens américains.

Les vingt années d'intervention américaine en Afghanistan, avec l'appui des alliés de l'OTAN, sont une longue chronique d'erreurs stratégiques qui ont préparé le terrain à la reprise du pouvoir par les talibans. L'administration Biden a sous-estimé leur résilience et leur capacité à reprendre le pouvoir rapidement et surestimé la capacité de l'armée afghane à défendre son territoire. L'Amérique a dépensé plus de 2000 milliards de dollars [1700 milliards d'euros] en Afghanistan depuis 2001, dont plus de 83 milliards pour la formation de l'armée afghane. Et pourtant cette dernière s'est rapidement décomposée face aux talibans. La brutalité du retrait américain a montré les faiblesses de l'armée régulière afghane, minée par la corruption, mal approvisionnée et dépourvue de soutien aérien.

MANIPULATION DES STATISTIQUES

Ces événements posent la question de l'efficacité de l'intervention militaire et du programme de formation des forces de sécurité en particulier, et incitent à repenser les principes du désengagement militaire, au même titre que ceux de l'engagement militaire. Le problème principal de ces programmes de formation réside dans leur approche purement militaire et apolitique, alors que l'enjeu principal est politique : le manque de cohésion et l'absence d'allégeance de l'armée afghane à une autorité politique reconnue comme légitime rendent ces forces armées vulnérables et peu fiables. Les allégeances communautaires priment et divisent les forces de sécurité.

Soucieux de montrer des résultats rapides, les responsables politiques américains ont délibérément manipulé les statistiques (nombre des soldats afghans formés, niveau de violence, contrôle du territoire) censés permettre le départ des troupes américaines. Les « Afghanistan Papers » parus en 2019 retravaillent ces « success stories » mensongères qui ont contribué à déformer la réalité du terrain et à aboutir à la situation chaotique du mois d'août.

Si l'objectif initial de l'intervention en Afghanistan était l'éradication des sanctuaires d'Al-Qaïda, il s'est trouvé amplifié d'une entreprise plus complexe de reconstruction d'un Etat post-talibans, d'une ar-

mée et d'une police afghanes. Cette juxtaposition d'objectifs a créé de la confusion et brouillé la communication de Washington et de l'OTAN.

En décembre 2010, le président Obama recentre sa stratégie sur l'impératif sécuritaire de la lutte contre Al-Qaïda et exclut toute entreprise de « nation-building » (« construction d'Etat ») en Afghanistan, devenu un concept tabou. Il est intéressant de noter que Joe Biden, lui aussi, a évolué sur le sujet : en 2001, alors président de la commission des affaires étrangères du Sénat, il évoquait un projet de reconstruction similaire au plan Marshall, affirmant qu'une entreprise de « nation-building » en Asie centrale et du Sud était la solution à long terme au problème du terrorisme. Dix années plus tard, il insistait sur une stratégie américaine non plus de nation-building en Afghanistan mais focalisée sur la lutte contre le terrorisme, une position qu'il défend aujourd'hui avec fermeté.

Les interventions politico-militaires contemporaines se caractérisent ainsi par un paradoxe inexorablement lié à leurs échecs répétés : guidées en premier lieu par leur calendrier électoral et la volonté de retirer leurs troupes le plus rapidement possible, les puissances occidentales justifient leurs interventions en affichant des objectifs ambitieux (éradication des groupes terroristes, reconstruction, stabilisation, démocratisation, formation des forces de sécurité) laissant présager une présence pérenne des forces militaires, alors qu'elles n'ont ni la volonté ni les moyens d'entreprendre ces tâches. Ce décalage crée une ambiguïté quant aux objectifs réels de la mission et rend illusoire le caractère transitoire de l'intervention.

SE DÉCHARGER DU FARDEAU

Les missions d'« aide à la transition », d'« assistance », de « formation » camouflent en réalité une atrophie de l'espace politique afghan, que Washington accentue en menant des pourparlers avec les talibans sans le pouvoir central. L'« afghanisation », c'est-à-dire la responsabilisation croissante des Afghans dans l'utilisation de l'aide militaire et financière internationale, permet aux Etats-Unis et aux alliés de l'OTAN de se décharger du fardeau de la reconstruction après-conflit et de faire porter la responsabilité des échecs de la lutte contre la corruption ou le terrorisme sur les autorités et les forces locales.

Le désengagement de la force internationale est devenu la stratégie à partir de 2010-2011. Les échéances politiques – tenue d'élections, négociations politiques – étaient alignées sur le calendrier électoral américain, les vidant de leur substance. Le « nation-building » sans la nation a sapé tout projet de reconstruction étatique et de réconciliation. Au contraire, l'accélération du calendrier a provoqué des tensions et des frustrations supplémentaires, au profit des talibans. Avec le retrait militaire, les Etats-Unis se privent d'un levier de pression sur les talibans. Il est illusoire de croire que Washington pourra influencer la trajectoire de la transition politique.

Pendant vingt ans, les Etats-Unis et leurs alliés ont tenté différentes stratégies pour défaire les talibans. Entre 2001 et 2005, ils se sont appuyés sur les chefs de guerre afghans, tandis que les Etats-Unis se concentraient sur l'Irak. En 2014, le soutien aux milices afghanes et aux soulèvements anti-talibans était devenu la clé. A défaut de restaurer la sécurité, l'armée américaine a distribué de l'argent pour tenter d'« acheter » la paix temporaire : le financement apporté aux seigneurs de guerre et à leurs milices en échange de

leur protection des convois américains n'a fait qu'affaiblir le gouvernement sans cesse court-circuité.

Les projets de reconstruction (infrastructures, écoles) ont souvent été conçus dans un contexte de précipitation, sans qu'on se soit assuré de la capacité du gouvernement ou des autorités locales à les maintenir et à les entretenir une fois les forces internationales parties. Les 145 milliards de dollars investis dans la reconstruction de l'Afghanistan n'auront donc pas permis de préparer l'après-retrait américain.

Les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN sont aujourd'hui en panne de stratégie, comme en témoignent les revirements en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie et au Sahel, les balbutiements de la réflexion européenne sur ces sujets et l'incapacité des gouvernements à expliquer les objectifs de leurs engagements militaires auprès d'opinions publiques de plus en plus sceptiques.

Cet appauvrissement de la réflexion stratégique des deux côtés de l'Atlantique est en partie attribuable aux deux décennies de la « guerre globale contre le terrorisme » dans laquelle l'Amérique a plongé le monde au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, entravant toute forme de réflexion sérieuse sur les évolutions de l'environnement stratégique contemporain. La lutte contre le terrorisme a empêché les Etats-Unis et leurs alliés dans des guerres perpétuelles et diminué la créativité diplomatique, ainsi que leur capacité à réagir aux changements géopolitiques.

En retirant les troupes d'Afghanistan, Joe Biden souhaite mettre fin à l'ère post-11 septembre 2001 et fait pression sur ses alliés européens pour qu'ils intègrent dans leurs réflexions l'endiguement de la puissance chinoise, notamment technologique, comme priorité de leurs politiques étrangères.

Ce changement de paradigme rappelle les inflexions données par ses prédécesseurs en début de mandat, de Clinton à Trump, qui ont tous souhaité recentrer la politique américaine sur la compétition avec la Chine et la Russie. Cette vision fut vite bousculée par les crises au Moyen-Orient et en Afrique, mobilisant la puissance militaire américaine.

En raison de sa place géostratégique dans la compétition avec la Chine et la Russie et des risques de résurgence de la menace terroriste, l'Afghanistan pourrait faire l'objet d'une concertation tripartite entre les Etats-Unis, la Chine et la Russie, qui partagent le même intérêt pour la stabilité régionale.

La fin de l'intervention américaine en Afghanistan entérine en quelque sorte la désoccidentalisation de l'interventionnisme, déjà à l'œuvre en Libye et en Syrie : Pékin voit l'Afghanistan en partie à travers le prisme des « nouvelles routes de la soie » (Belt and Road Initiative). La Chine a déjà construit de vastes infrastructures de transport à travers les pays d'Asie centrale au nord de l'Afghanistan et continue de le faire à un rythme soutenu dans cette région et au Pakistan jusqu'à Lahore et Gwadar. Les Etats-Unis doivent accepter qu'avec leur retrait militaire d'Afghanistan ils perdent en influence et sous-traitent de facto l'avenir du pays aux puissances régionales. ■

Alexandra de Hoop Scheffer est politiste et directrice, à Paris, du think tank transatlantique German Marshall Fund of the United States



L'AFGHANISTAN POURRAIT FAIRE L'OBJET D'UNE CONCERTATION TRIPARTITE ENTRE LES ETATS-UNIS, LA CHINE ET LA RUSSIE, QUI PARTAGENT LE MÊME INTÉRÊT POUR LA STABILITÉ RÉGIONALE